

Peut-on parler de « politique », voire même en faire ?

On pourrait souhaiter un monde sans politique, où les décisions seraient objectivement prises par des spécialistes. Mais la science elle-même est porteuse de choix politiques. L'éducation à l'environnement ne doit pas se cantonner à prescrire des comportements de « bonne » consommation individuelle, mais a aussi pour mission de permettre à chacun de pouvoir faire ses choix sur l'organisation de la société. Sans manipuler !

Imaginons

un monde où la subjectivité des politiques laisserait la place à l'objectivité des scientifiques et des techniciens, tous dépolitisés. Imaginons un monde où les choix de consommation orienteraient l'organisation de la société.

Imaginons un monde sans clivage, sans conflit entre groupes sociaux, sans débat bruyant, un monde où le consensus serait la règle.

Ce monde, s'il était possible, serait-il seulement souhaitable ?

La science, réponse à tout ?

Le citoyen, bien souvent, ne sait que faire de son pouvoir d'électeur, il a une représentation pour le moins négative de la politique¹: « Le pouvoir corrompt », « Tous pourris ! », « Les politiciens manquent d'objectivité »... Paradoxalement, la difficulté du citoyen à saisir la complexité de son environnement lui ôte la confiance d'exercer un pouvoir responsable, laissant les prises de décisions à ceux qui savent, ceux qui font partie des « milieux autorisés ». Ce constat est illustré par nos tentations, face aux crises actuelles, de laisser faire les scientifiques avisés : « Ils finiront bien par trouver les solutions adéquates, loin des tumultes de la subjectivité » se dit-on... Nous serions bien heureux de pouvoir trouver des réponses toutes faites, de nous appuyer sur des vérités scientifiques (les vérités économiques, mathématiques, physiques, sociologiques, médicales...).

C'est oublier que les sciences sont elles-mêmes porteuses de valeurs, d'opinions, de prises de position. Pensons par exemple à la problématique des changements climatiques. Le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Climat (GIEC) conclut que l'Homme, par l'accroissement de ses rejets en gaz à effet de serre, détraque le climat. Ce groupe de scientifiques a dès lors émis des recommandations sur les stratégies à adopter pour enrayer des problèmes qui peuvent s'avérer catastrophiques pour l'humanité. Mais d'autres modèles, plus rares et décriés, remettent en question la cause humaine du réchauffement global : nous serions dans un cycle naturel, c'est la hausse des températures qui entraîne la hausse de concentration en CO₂, et non l'inverse. Cela donne un argument aux partisans de l'immobilisme. D'autre part, même si on admet les scénarios du GIEC, des climatologues se contredisent sur les réponses à adopter, des économistes débattent des investissements à opérer² ...

Consommer, c'est voter ?

Nos pratiques pédagogiques en éducation relative à l'environnement cherchent souvent à insuffler des changements de comportements en matière de consommation. Sans doute avec raison, nous promotionnons les économies d'énergie, le commerce local et équitable, l'adoption de pratiques d'éco-consommation... Le principe d'action est basé sur une croyance : les changements seront insufflés par le poids que représente l'addition des choix individuels des consommateurs. Mais certains enjeux dépassent cette vision : qui choisit la politique agricole commune (PAC), les règles de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) que l'on retrouve en amont de nos actes de consommation, ou encore l'abolition de la peine de mort...? D'ailleurs, l'idée d'une transformation de société stimulée par la volonté des consommateurs n'est-elle pas liée à la conception libérale d'un marché où l'offre est uniquement régulée par la demande, sans intervention de l'Etat ?

Il incombe à l'éducation de permettre aux jeunes d'appréhender la complexité du monde, d'inciter le citoyen à s'y situer, à participer, à ne pas être uniquement consommateur.

L'école, avec tous les autres lieux de l'éducation formelle et informelle, peut y contribuer.

Peut-on rester neutre ?

Pourtant, l'école n'est pas une démocratie, même si des expériences, modestes ou ambitieuses, cherchent à s'en approcher³. Demandez aux élèves s'ils peuvent choisir le contenu de leurs cours, influencer la méthode d'enseignement, ou élire le professeur...! Le rapport enseignant/élèves n'est pas égalitaire. Et une autorité bien comprise et acceptée doit être la norme.

Mais alors, comment éduquer sans dicter un choix de vote ? Comment ne pas manipuler ? Sans doute qu'une partie de la réponse réside dans la posture qui consistera à ne pas se positionner comme étant celui qui dit la vérité, mais plutôt celui qui aide à en chercher quelques-unes. L'éducation pourra alors créer des lieux de débats, inciter à avoir un avis, permettre l'erreur, encourager la démarche collective... L'apprentissage agira sur l'émancipation du public, donnera la capacité de comprendre, aiguïsera l'esprit critique. Car celui qui exerce sa vigilance sur l'organisation de la société reste libre !

Refusons de voir la politique comme étant un acte de consommation, l'expression du choix ponctuel entre différentes offres. Si la politique c'est juste cocher une case ou glisser de temps en temps son bulletin dans l'urne, alors la démocratie est en danger.

(cet article engage son auteur)

Jean-Philippe ROBINET
Formateur à l'Institut d'Eco-Pédagogie

¹ Un sondage IPSOS de mars 2009 annonce que 49% des Belges ne font pas confiance au monde politique.

² Rapport The Economics of Climate Change (Nicolas Stern) d'un côté, A question of balance (William Nordhaus) de l'autre par exemple.

³ Voir articles pp. 11-12.



©Nwardéz